

La justice paralysée par l'argent

La justice, ou plutôt l'injustice a fini par faire descendre les travailleurs dans la rue en Belgique. Une manifestation monstre, mais aussi de très nombreuses grèves spontanées, et la colère contre les Palais de justice. En fait, ils ont mis sous leur protection les familles des victimes de pédophiles, écoeurées par l'inaction de la justice.

Le journal La Libre Belgique cite les ouvriers d'Ikéo et les cheminots de la SNCB, devant la Générale de banque de Liège : *"Nous ne sommes pas là au nom de telle usine ou de telle entreprise, mais pour représenter le peuple, la base populaire. Les banques constituent le symbole de l'argent, donc du pouvoir, et c'est contre le pouvoir que nous réagissons"*.

Oui, il y a sûrement bien plus à trouver en creusant du côté des Palais de justice, des commissariats et des banques que dans le sous-sol des maisons de pédophiles, ou dans les poches des petits revendeurs de drogue.

En France, on nous annonce à grand bruit les affaires mettant en cause des gens puissants, patrons, hommes politiques. Ce qu'on dit moins, c'est que la plupart des cas importants n'aboutissent pas. Ce sont des juges qui le disent.

Cinq juges, dont le français Renaud Van Ruymbeke, ont lancé un Appel. Ils expliquent qu'il suffit à tous les affairistes corrompus de déplacer leur argent sale à travers les frontières. Ça demande quelques heures. Il faut alors un an ou deux aux juges pour obtenir des renseignements à l'étranger.

Oui, les juges n'ont pas le droit de communiquer entre eux d'un pays à l'autre. Les informations passent par les gouvernants, qui font durer. Tous les gouvernements le font, en véritables complices. C'est ainsi que M. Pineau-Valencienne, emprisonné en Belgique pour escroquerie, ressorti grâce à une caution de 2,5 millions de francs, est toujours PDG du groupe Schneider, et dirige 100 000 travailleurs en France.

La justice est prononcée *"au nom du peuple français"*. Mais qui sait que les juges ne doivent pas intervenir, mais au contraire prévenir leur hiérarchie quand ils découvrent une nouvelle

affaire ? Qui sait que les procureurs ne sont pas obligés de poursuivre, même s'ils connaissent les auteurs d'une infraction ?

Le journal L'Expansion donne, exemples à l'appui, les moyens d'étouffer les affaires en France. *"Classer sans suite, retarder la procédure, disperser le dossier, freiner les juges, déplacer les indiscrets"*. La mode est paraît-il à l'enquête préliminaire. Contrairement à ce que les gens honnêtes vont croire, c'est un bon moyen d'étouffer car l'affaire est confiée à la police, pas à la Justice.

Oui, les lois ne manquent pas pour aider les puissants à s'en tirer lorsqu'ils sont pris la main dans le sac. La justice laisse moins de chances aux petits délinquants. Les chiffres officiels le disent : les délits financiers nous coûtent beaucoup plus cher.

Ne parlons pas de la manière dont la justice défend les travailleurs face aux patrons : sur un million d'infractions constatées chaque année par les inspecteurs du travail, 7 000 aboutissent à un procès-verbal, d'un coût moyen de 5 500 F.

On nous met dans la tête que la justice nécessite des compétences spéciales. Mais des milliers de travailleurs pourraient faire cette tâche. Nous avons tous autour de nous des gens honnêtes et humains, des gens dévoués qui n'ont aucun poste à protéger, pas de train de vie à préserver, pas de capital achetable. Ces gens-là, nous serions fiers de les élire, à l'usine pourquoi pas. D'en bas, en commun, nous pourrions les contrôler, et les changer au moindre doute. Voilà l'allure qu'aurait notre justice ! Et nous la rendrions gratuite.

Ce ne serait pas parfait, car la véritable justice sera d'en finir avec l'injustice première, la division de la société en riches et pauvres. Mais, en attendant, elle protégerait ceux qui en ont le plus besoin.

21/10/96

L'Ouvrier n° 60

ON PEUT PHOTOCOPIER, FAIRE CONNAITRE, DIFFUSER L'OUVRIER
(boîtes à lettres, marchés, affichages dans les cités)

Pour recevoir d'autres numéros, nous aider, nous écrire :
L'OUVRIER BP 64 - 94202 IVRY/SEINE CEDEX